

Marchés Publics

Quotidien

N° 2213 - Mardi 26 décembre 2017 – 200 F CFA

Sommaire

* Résultats de dépouillements :	P. 3 à 5
- Résultats provisoires des ministères, institutions et maîtrises d'ouvrages déléguées	P. 3 à 5
- Résultats provisoires des régions	P. 6
* Avis d'Appels d'offres des ministères et institutions :	P. 7 à 11
- Marchés de fournitures et services courants	P. 7 & 8
- Marchés de travaux	P. 9 & 10
- Marchés de prestations intellectuelles	P. 11
Avis d'Appels d'offres des régions :	P. 12 & 13
- Marchés de fournitures et services courants	P. 12
- Marchés de travaux	P. 13
* Circulaire :	P. 14
- Anticipation sur le lancement des procédures de passation des marchés publics, exercice 2018	P. 14



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

SECRETARIAT GÉNÉRAL

**DIRECTION GÉNÉRALE DU CONTRÔLE DES MARCHÉS PUBLICS
ET DES ENGAGEMENTS FINANCIERS**



25^{ème} Forum des contrôleurs financiers

Thème : « Lutte contre la surfacturation et la corruption dans la commande publique : portée et limites de la Mercuriale des prix »

Date : 20, 21 et 22 décembre 2017

Lieu : Salle de conférence de la Direction Générale des Douanes sise à Ouaga 2000

Assemblée Générale : 23 décembre 2017

Lieu : Centre National des Arts, du Spectacle et de l'Audio-visuel (CENASA)

La célérité dans la transparence

Revue des Marchés Publics

392 Avenue Ho Chi Minh
01 B.P. 6444 Ouagadougou 01
Tél. 25 32 46 12 - Fax 25 31 20 25
E-mail : infos@dcmp.bf
Site web : www.dgmp.gov.bf

Directeur de publication

Le Ministre Délégué Chargé du Budget

Co-directeur de publication

Le Directeur Général du Contrôle
des Marchés Publics et
des Engagements Financiers
Abraham KY, Ph.D

Directeur de la rédaction

Abdoulaye OUATTARA
E-mail : fogoda2000@yahoo.fr

Conception graphique et mise en page

Xavier TAPSOBA
W. Martial GOUBA
Aminata NAPON/NEBIE
Salamata OUEDRAOGO/COMPAORE
Bintou ILBOUDO
Frédéric Modeste Somwaoga OUEDRAOGO
François d'Assise BALIMA
Zoenabo SAWADOGO

Impression

Industrie Arts Graphiques
01 B.P. 3202 Ouagadougou 01
Tél. : 25 37 27 79 - Fax. : 25 37 27 75
Email : nassa@fasonet.bf

Abonnement / Distribution

SODIPRESSE
09 B.P 11315 Ouagadougou 09
Tél./fax. : +226 25 36 03 80

ISSN 0796 - 5923

LES POINTS DE VENTE DE LA REVUE DES MARCHÉS PUBLICS

OUAGADOUGOU	
SODIPRESSE	: 50 36 03 80
Kiosque (entré coté Est du MEF)	
Alimentation la Shopette	: 50 36 29 09
Diafa Librairie	: 50 30 65 49/50 30 63 54
Ouaga contact et service	: 50 31 05 47
Prix choc cite en III (alimentation)	: 50 31 75 56 / 70 26 13 19
Ezama paspanga	: 50 30 87 29
Alimentation la Surface	: 50 36 36 51
Petrofa cissin	: 76 81 28 25
Sonacof Dassasgho	: 50 36 40 65
Alimentation la ménagère	: 50 43 08 64
Librairie Hôtel Indépendance	: 50 30 60 60/63
Aniza shopping center	: 50 39 86 68
Petrofa Mogho Naaba (station)	: 50 45 00 22/70 23 08 99
Dispresse (librairie)	
T F A boutique (alimentation tampui)	
Ezama (tampui alimentation)	
Total pont Kadioko (station)	
Latifa (alimentation Ouaga 2000)	
Bon Samaritin(alimentation Ouaga 2000)	
Night Market (pate doie alimentation)	
Petrofa Paglayiri (station)	
Super Ramon III (alimentation)	
BOBO DIOULASSO	
Shell Station Route Boulevard	: 70 11 46 86
Shell Station Route Banfora	: 70 26 04 22
Shell Route de Ouagadougou	: 70 10 86 10
Kiosque la maison des Journaux Place Téfo Amor	: 76 60 57 91
Shell Bindougoussou	: 70 11 48 58
Kiosque Trésor Public	: 71 13 33 16/76 22 63 50
KOUDOUGOU	
Coram	: 50 44 11 48
OUAHIGOYA	
Mini Prix	: 40 55 01 54 / 70 25 51 68
BANFORA	
ETS SHALIMAR	: 70 28 47 31/20 91 05 95
DEDOUGOU	
EAMAF (non loin de la pharmacie BANKUY Dédougou)	: 78 78 65 08/20 52 11 28
FADA N'GOURMA	
SOWDAF (Route de Pama, face du bureau des Douanes)	: 70 40 79 02 / 78 71 02 79
KAYA	
SOCOSAF	: 70 26 11 22
TENKODOGO	
CIKA ..	: 40 71 03 17
TOUGAN	
ETS ZINA IBRAHIM et frere	: 70 73 78 57/20 53 42 50
DORI	
AZIZ TELECOM (en face du bureau des Douanes)	: 40 46 06 06 / 70 28 95 26

Vous voulez être distributeur ou dépositaire de la Revue des Marchés Publics
dans votre localité : contactez SODIPRESSE au
09 B.P 11315 Ouagadougou 09
Tél./fax. : +226 25 36 03 80

Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et
des Engagements Financiers

<http://www.dgmp.gov.bf>

RESULTATS PROVISOIRES DES MINISTERES, INSTITUTIONS ET MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

Réexamen suivant décision N°2017-775/ARCOP/ORD

Appel d'offres ouvert accéléré n°1-2017/016-MJDHPC/SG/DMP du 29/08/2017 relatif aux travaux de construction d'un deuxième Tribunal de Grande Instance à Ouagadougou. Financement : Budget de l'Etat, gestion 2017-2018 ; Publication : revue n°2136 du 08/09/2017 ; Date de dépouillement : 22/09/2017 ; Nombre de plis : neuf (09) ; Date de réexamen : 29/11/2017.

Lot 1 : Gros œuvres/Charpente-Couverture-Etanchéité/Menuiseries/ Plomberie sanitaire/Faux-plafonds suspendus/Revêtement- Peintures/Aménagement des abords/Mobiliers rapportés

Soumissionnaires	Montant Lu en FCFA (TTC)	Montant Corrigé en FCFA (TTC)	Observations
Groupement SOYIS Sarl/SUZY Sarl	2 212 395 438	-	<p style="text-align: center;">NON CONFORME :</p> <p>-Une incohérence sur le CV du conducteur de travaux (BARRO Mamadou) : de août 2008 à ce jour avec SUZY Construction et de 2008-2010 avec E.C.T.P- Mali ; et sur l'attestation de travail : depuis 2008 à la société SUZY Construction. Alors que nulle part sur le CV il n'est mentionné qu'il est consultant ;</p> <p>-Insuffisance de projets similaires conformes exécutés dans les cinq dernières années avec l'Etat ou ses démembrements ;</p> <p>-SOYIS Sarl n'a pas fourni de plan de charge.</p>
Groupement GSI Sarl/GTM	2 002 886 116	-	<p style="text-align: center;">NON CONFORME :</p> <p>-L'accord du groupement n'est pas daté ;</p> <p>-La liste nominative du personnel n'est pas conforme au modèle type du tableau 1.7 à la page 37 car la liste du personnel d'exécution n'a pas été fournie ;</p> <p>-SYA Mutuelle Services n'a pas d'agrément dans le domaine de la micro-finance. Par conséquent, la caution de soumission et la ligne de crédit fournies ne sont pas conformes</p>
Groupement ELOMA Sarl/GERBATP Sarl	2 050 246 180	2 054 273 384	<p style="text-align: center;">CONFORME :</p> <p>-erreur de report du prix unitaire en lettres à l'item A-IV.4.7 (Accessoires divers : boulons, attaches, préplatinés) : 2 000 000 en lettre au lieu 1 500 000 ;</p> <p>-erreur de report du total IV à l'item 4.A) (11 920 000 FCFA au lieu de 9 012 200 FCFA) au récapitulatif deuxième étage (R+2) et toiture-terrasse entraînant une variation à la hausse de 0.20%.</p>
Groupement 3TI/TEG Sarl	2 678 277 890	-	<p style="text-align: center;">NON CONFORME :</p> <p>-copies des attestations de travail fournies pour le personnel proposé et absence d'attestations de travail pour deux ferrailleurs (DONOUVO A. Victorien et AMNYA Dodji) et un électricien (DIGOH Komla Enyonam) ;</p> <p>-Un tracteur et les deux SREM citernes à eau non proposés ;</p> <p>Insuffisance de projets similaires conformes exécutés dans les cinq dernières années avec l'Etat ou ses démembrements.</p> <p>-La ligne de crédit non conforme au modèle type (le délai de validité n'est pas mentionné).</p>
Groupement KF Sarl /COPIAFAX BURKINA Sarl	1 816 541 030	-	<p style="text-align: center;">NON CONFORME :</p> <p>-la garantie de soumission est faite au nom de COPIAFAX Burkina et non au nom du groupement ;</p> <p>-l'accord du groupement n'est pas fourni ;</p> <p>-le CV du chef de chantier 1 (BA, maçonnerie) : MILLOGO Missa n'est pas daté ;</p> <p>-deux peintres non proposés ;</p> <p>-Insuffisance de projets similaires conformes exécutés dans les cinq dernières années avec l'Etat ou ses démembrements.</p>
SOL CONFORT ET DECOR SA	2 262 076 472	-	<p style="text-align: center;">NON CONFORME :</p> <p>-La liste nominative du personnel n'est pas conforme au modèle type du tableau 1.7 à la page 37 car la liste du personnel d'exécution n'a pas été fournie. ;</p> <p>-19 maçons proposés sur 20 (deux (02) certificats de travail établis au nom de OUEDRAOGO Salam).</p>
ATTRIBUTAIRE	<p>Groupement ELOMA Sarl/GERBATP Sarl pour un montant de deux milliard cinquante quatre millions deux cent soixante treize mille trois cent quatre vingt quatre (2 054 273 384) F CFA TTC, avec un délai d'exécution de dix-huit (18) mois.</p>		

Résultats provisoires

MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Manifestation d'intérêt N°2017-025/MRAH/SG/DMP DU 22 AOÛT 2017 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE LA MISSION D'AUDIT DES COMPTES POUR LES EXERCICES 2016, 2017 ET 2018 DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE LAITIER DANS LA ZONE PERIURBAINE DE OUAGADOUGOU (PDEL-ZPO) DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES. Financement : Banque Islamique de Développement (BID) Accord de prêt N° UV-0123

Publication : Quotidien des marchés publics N°2132 du lundi 04 septembre 2017

Date d'ouverture : lundi 18 septembre 2017. **Nombre de plis reçus** : douze (12) plis. **Date de délibération** : mercredi 11 octobre 2017

N°	Cabinets	Documents demandés	Personnel-clé	Nombre de références de nature et de complexité similaires exécutées au cours des 5 dernières années	Rang	Conclusion
1.	PANAUDIT BURKINA	Fournis conformes	Non conforme : Le diplôme du Chef de mission n'est pas fourni	-----	Non classé	Non retenu
2.	CABINET FIDEXCO	Fournis conformes	Conforme	19	4 ^e	Retenu
3.	GROUPEMENT FIDEXCA SARL/ CFEC-AFRIQUE SARL	Fournis conformes	Conforme	06	6 ^e	Retenu
4.	FIDUCIAL EXPERTISE AK	Fournis conformes	Conforme	37	1 ^{er}	Retenu
5.	FIDERIC INTERNATIONAL	Fournis conformes	Non conforme : Le diplôme de l'auditeur assistant est un Bac+2 au lieu de Bac+4 minimum demandé	-----	Non classé	Non retenu
6.	AUREC-AFRIQUE	Fournis conformes	Conforme	24	3 ^e	Retenu
7.	GROUPEMENT MOIHE/E2AC	Non conforme : Le chef de file du Groupement E2AC totalise 2 ans d'expériences générales au lieu de 5 ans minimum demandés	Non conforme : Le Directeur d'audit présente 6 ans d'expériences au lieu de 10 ans minimum demandés ; Le chef de mission présente 3 ans d'expériences au lieu de 5 ans minimum demandés et l'auditeur assistant présente 1 an d'expériences au lieu de 5 ans minimum demandés	-----	Non classé	Non retenu
8.	GROUPEMENT CABINET PYRAMIS/KMC	Non conforme : Le chef de file du Groupement PYRAMIS totalise 4 ans d'expériences générales au lieu de 5 ans minimum demandés	Non conforme : Le Directeur d'audit présente 4 ans d'expériences au lieu de 10 ans minimum demandés ; Le chef de mission présente 2 ans d'expériences au lieu de 5 ans minimum demandés	-----	Non classé	Non retenu
9.	CGIC-AFRIQUE	Fournis conformes	Conforme	32	2 ^e	Retenu
10.	CABINET ACS SARL	Fournis conformes	Non conforme : Le Directeur d'audit présente 7 ans d'expériences au lieu de 10 ans minimum demandés ; Le chef de mission présente 2 ans d'expériences au lieu de 5 ans minimum demandés et l'auditeur assistant présente 4 ans d'expériences au lieu de 5 ans minimum demandés	-----	Non classé	Non retenu
11.	SEC DIARRA BURKINA	Non conforme : Le Cabinet totalise 4 ans d'expériences générales au lieu de 5 ans minimum demandés	Non conforme : L'auditeur assistant présente 4 ans d'expériences au lieu de 5 ans minimum demandés	-----	Non classé	Non retenu
12.	FIDAF	Fournis conformes	Conforme	11	5 ^e	Retenu
CABINETS RETENUS POUR LA SUITE DE LA PROCEDURE			FIDUCIAL EXPERTISE AK ; CGIC-AFRIQUE ; AUREC-AFRIQUE ; CABINET FIDEXCO ; FIDAF ; GROUPEMENT FIDEXCA SARL/CFEC-AFRIQUE SARL			

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DU BURKINA

Demande de propositions n° 02/2017 relative au recrutement d'un consultant qui sera chargé de l'audit des polices d'assurances de la SONABEL. Financement : Fonds propres SONABEL.

N° d'ordre	Bureaux	Expérience pertinente du bureau /15 points	Conformité du plan de travail et méthodologie / 35 points	Qualification et expérience du personnel / 50 points	Total note technique / 100 points	Observations
1	BADICHA + @ Consulting Sarl	15	31	41	87	Retenu pour l'ouverture de l'offre financière
2	CONTINENTAL - ASSURANCES	7,5	28	30	65,5	Non retenu
3	Gpt ICB / ACTU Conseil / EPG	15	31	50	96	Retenu pour l'ouverture de l'offre financière
4	CONSASS	00	28	44	72	Non retenu

Résultats provisoires

Appel d'offres n° 053/2017 relatif aux travaux d'extension des réseaux HTA/BTA et d'éclairage public de la commune de Boudry. Publication de l'avis : quotidien n° 2154 du mercredi 04 octobre 2017 des Marchés publics. Financement : Fonds Propres SONABEL				
N° d'ordre	Entreprises	Montant en F CF A TTC		Observations
		Ouverture	Corrigé	
1	SOCORITRA	328 871 900	328 871 900	Conforme
2	Grpt Total Acces BF / Total	403 3092 50	-	Non conforme : Ne renseigne pas les caractéristiques de l'éclairage public, la câblette 25 mm2 et les parafoudres 20 kV. Par conséquent l'offre du groupement Total Acces BF / Total Acces CI /EDFE est non conforme aux conditions du DAO.
3	GED	361 120 598	361 120 598	Conforme

Attributaire provisoire: SOCORITRA pour un montant TTC de 328 871900 F CFA avec un délai d'exécution de 180 jours

Appel d'offres n° 12 /2017 lancé pour la fourniture, l'installation et la mise en service de compteurs de combustibles dans les centrales thermiques de la SONABEL. Lot unique en deux parties :				
Lot 1.A: fourniture, installation et mise en service de compteurs de dépotage et empotage, Lot 1.B: fourniture, installation et mise en service de compteurs de combustibles pour les groupes électrogènes. Publication de l'avis: quotidien n° 2094 du mercredi 12 juillet 2017 des Marchés publics. Financement : Fonds Propres SONABEL				
Entreprises	Montant en F CFA TTC		Observations	
	Ouverture	Corrigé		
Compagnie Internationale de Métrologie (CIM) Abidjan	848903736	848903736	Conforme	

Attributaire provisoire : Compagnie Internationale de Métrologie(CIM) Abidjan (RCI) pour un montant TTC de 848 903 736 F CFA avec un délai d'exécution de 90 jours.

Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et
des Engagements Financiers

<http://www.dgmp.gov.bf>

RESULTATS PROVISOIRES

DES REGIONS

REGION DU NORD

Demande de Prix N°2017-005/MATD/RNRD/PYTG/CKSK/ DU 26/10/2017 pour les travaux de construction de dispensaire au CSPS de kossouka au profit de la commune de kossouka. Date de publication : Revue des marchés publics N°2180 du jeudi 09 novembre 2017.
Financement : Budget Communal (M.Santé) – gestion 2018. Date de dépouillement : 20/11/2017

Soumissionnaires	Montant en francs CFA HT		Observations
	lu	corrigé	
Agence de construction bâtiment	18 674 325	18 674 325	Non Conforme : -selon l'article 31.4 du DDP le nombre de personne déclarée(03) doit correspondre à la catégorie de l'agrément technique (B2=7 au lieu de 3) -Discordance entre l'option du CAP dans le CV (option bâtiment) et celui figurant sur le diplôme (option maçonnerie construction)
Etablissement Niampa et Frères(ENF)	19 691 925	19 691 925	Conforme
Attributaire	Etablissement Niampa et Frères(ENF) pour un montant de Dix-neuf millions six cent quatre-vingt-onze mille neuf cent vingt-cinq (19 691 925) F CFA H TVA avec un délai d'exécution de deux (02) mois. Délai d'exécution : deux (02) mois		

Demande de Prix : N°2017-021/MATD/RNRD/GVR/OHG/SG du 08 Novembre 2017 pour les travaux de confortation du barrage de Toessin dans la commune de Gomponsom, Province du Passoré au profit de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Nord.
Publication : Revue des marchés publics N°2186 du Vendredi 17 Novembre 2017; Date de dépouillement : 27 Novembre 2017;
Financement : Contribution Financière en matière d'eau : Agence de l'Eau du Nakambé.

Soumissionnaire	Montants en francs CFA HTVA		Observations
	Lu	Corrigé	
BEGEC / TP	53 115 000	-	Non Conforme : 1. capacités des soumissionnaires : - Aucun projet similaire justifié : le PV de réception définitive non conforme au marché (Marché de la Région du Plateau Central mais le PV de réception est signé par DRAHASA-Centre-Ouest) 2. Matériel - Certificat de visite technique fourni non conforme pour Camion à benne basculante (Capacité ≥ 8 m3) et Camion-citerne à eau (Capacité de 8 000 à 10 000 L)
Groupement d'Entreprise ECCKAF / NC-BTP	59 426 500	59 426 500	Conforme
CED-B	59 994 200	59 994 200	Conforme
Attributaire	Groupement d'Entreprise ECCKAF / NC-BTP pour un montant de Cinquante-neuf millions quatre cent vingt-six mille cinq cent (59 426 500) francs CFA HTVA et pour un délai d'exécution de quarante-cinq (45) jours.		

Marchés Publics

APPELS D'OFFRES DES MINISTRES ET INSTITUTIONS MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

- * **Marchés de Fournitures et Services courants** **P. 7 & 8**
- * **Marchés de Travaux** **P. 9 & 10**
- * **Marchés de Prestations Intellectuelles** **P. 11**

DG-C.M.E.F.

Fournitures et Services courants

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

Entretien et le nettoyage des batiments administratifs au profit du ministere du developpement de l'economie numerique et des postes

**Avis de demande de prix (Contrat de commande)
n°2018-001/MDENP/SG/DMP DU 15 DECEMBRE 2017**

Dans le cadre de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2018, la Directrice des Marchés Publics du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, Présidente de la Commission d'Attribution des Marchés dudit ministère lance une demande de prix, en un lot unique, pour l'entretien et le nettoyage des bâtiments administratifs au profit du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes agréées (préciser le type d'agrément s'il y a lieu) pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et pour les candidats établis ou ayant leur base fixe dans l'espace UEMOA, être en règle vis-à-vis de l'Autorité contractante de leur pays d'établissement ou de base fixe.

Le délai de validité du contrat est l'année budgétaire 2018 et le délai d'exécution de chaque commande est d'un (01) mois.

Les soumissionnaires éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix au secrétariat de la Direction des Marchés Publics (DMP) 01 BP 5175 Ouagadougou 01, téléphone +226 25-49-00-47, sise sise à l'immeuble ARMELLE, R + 1, Projet ZACA.

Tout soumissionnaire éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier de demande de prix au secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, 01 BP 5175 Ouagadougou 01, téléphone +226 25-49-00-47, sise sise à l'immeuble ARMELLE, R + 1,

Projet ZACA moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt (20 000) F.CFA auprès du Régisseur de la Direction Générale Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers (DGCMEF) sise au 395 Avenue Ho Chi Minh Tél : 25-32-47-76.

Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de trois cent mille (300 000) de FCFA devront parvenir ou être remises à l'adresse suivante: au secrétariat de la Direction des Marchés Publics (DMP) du MDENP 01 BP 5175 Ouagadougou 01, téléphone +226 25-49-00-47, sise sise à l'immeuble ARMELLE, R + 1, Projet ZACA, au plus tard le **04 janvier 2018 à 9 heures 00.**

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Direction des Marchés Publics ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date de remise des offres.

**Pour la Directrice des Marchés Publics en mission,
le Chef de Service des Marchés de Fournitures et de
Prestations Courantes, chargé de l'interim**

Hamadou DIALLO

Gardiennage des locaux administratifs et la residence ministerielle au profit du MDENP

**Avis de demande de prix
n°2018-002/MDENP/SG/DMP du 18 decembre 2017
Financement : Budget de l'Etat, exercice 2018**

Dans le cadre de l'exécution du Budget de l'Etat, exercice 2018, la Directrice des Marchés Publics du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes lance une demande de prix pour le gardiennage des locaux administratifs et la résidence ministérielle dudit ministère.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales agréés pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et pour les candidats établis ou ayant leur base fixe dans l'espace UEMOA, être en règle vis-à-vis de l'Administration de leur pays d'établissement ou de base fixe.

Les prestations de service se décomposent en un lot.

Le délai d'exécution ne devrait pas excéder : l'année budgétaire 2018 et le délai d'exécution de chaque commande est de trente (30) jours.

Les soumissionnaires éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix dans les bureaux de la Direction des Marchés Publics du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, 01 BP Ouagadougou 517503, Tél +226 50 49 00 47.

Tout soumissionnaire éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier de demande de prix au secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes sise à l'immeuble Armelle (projet ZACA), 01 BP 5175 Ouagadougou 01, Tél +226 50 49 00 47 moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA auprès du Régisseur de la Direction Générale du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers (DG-CMEF) sise au 395 Avenue Ho Chi Minh Tél : 50-32-47-76.

Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de trois cent mille (300 000) FCFA devront parvenir ou être remises à l'adresse suivant : secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes sise à l'immeuble Armelle (projet ZACA), 01 BP 5175 Ouagadougou 01, Tél +226 50 49 00 47, avant le **05 janvier 2018 à 9 heures 00 mn.**

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Directrice des Marchés Publics ne peut être responsable de la non-réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai maximum de soixante (60) jours, à compter de la date de remise des offres.

***Pour la Directrice des Marchés Publics en mission,
le Chef de Service du Suivi de l'Execution des Marchés publics, chargé de l'intérim***

Kani Vincent SAMA

Pré qualification pour le projet de construction et de l'équipement du siège du MAEC-BE en mode Partenariat - Public – Privé

AVIS DE PRE QUALIFICATION n°2017-01/MAEC-BE/CAB

Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur représentant l'Etat du Burkina Faso, invite les investisseurs privés à participer au processus d'appel d'offres relatif aux projets de construction et de l'équipement de son siège en mode Partenariat Public – Privé sous forme de Construire et transférer, en anglais « Build and Transfer » (BT).

Les missions essentielles qui seront assignées au partenaire privé retenu se résument à financer le suivi-contrôle, à financer la réalisation des travaux et également à équiper le bâtiment.

La participation à la pré-qualification est ouverte à égalité de conditions à tous les candidats nationaux et internationaux, (juridiquement) constitués conformément à la législation en vigueur dans leur pays d'établissement, qu'ils participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) desdits candidats pour autant qu'ils ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis des entités (l'Administration de son pays d'établissement, tous groupements de banque et établissements financiers) et qu'ils ne soient pas en état de redressement ou de liquidation judiciaire ou dont les dirigeants ne sont pas frappés de faillite personnelle ou de banqueroute.

Les candidats qui, au cours des cinq (05) années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable, du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat pour des activités similaires aux activités du projet ne peuvent participer à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) à la pré-qualification.

Un consortium peut être, soit un groupement permanent doté d'un statut juridique, soit un groupement informel créé aux fins de la présente. Tous les membres d'un consortium (c'est-à-dire le chef de file et tous les autres partenaires) sont conjointement et solidairement responsables devant l'Autorité publique porteuse du Projet.

La participation d'un candidat inéligible entraînera automatiquement l'exclusion de cette personne. Si celle-ci fait partie d'un consortium, ce dernier sera exclu dans son ensemble.

La procédure d'appel d'offre comporte une phase de pré qualification des candidats conformément aux dispositions de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso et ses textes d'application.

Les candidats postuleront pour le lot unique (construction et équipement du siège du MAEC BE); Qu'ils soient en groupement ou pas.

Les candidats intéressés doivent fournir des informations attestant ou prouvant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdits services. Il s'agit notamment :

- d'une lettre d'expression d'intérêt à l'adresse de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur;
- d'une présentation institutionnelle et expérience générale du prestataire en financement, construction et exploitation de bâtiments à plusieurs niveaux ;
- des références techniques et expériences pertinentes relatives à l'exécution de travaux de nature similaire, soutenues par des copies des pages de garde et de signature des contrats exécutés et les attestations de bonne fin d'exécution ;
- des états financiers des cinq (5) dernières années ;
- de la capacité financière à financer le projet ;
- de l'immatriculation du candidat au Registre du commerce ou tout document similaire provenant du lieu d'immatriculation du candidat (ou s'il s'agit d'un groupement, de chacun de ses membres) ;
- de l'adresse complète : localisation, personne à contacter ; boîte postale ; téléphone ; fax ; Email.

Les soumissionnaires seront classés en fonction du nombre de

références pertinentes produites et de leur capacité financière.

Les soumissionnaires ayant présenté les références techniques en rapport avec la présente mission seront retenus en vue de constituer la liste restreinte pour le dossier d'appel d'offres.

A l'issue de cet appel d'offre, les trois (03) meilleures soumissionnaires seront retenues sur la base des critères d'évaluation (conformité technique et coût) pour la phase des négociations en accord avec la passation des contrats de partenariat public-privé conformément aux dispositions du décret n°2014-024/PRES/PM/MEF du 03 février 2014 portant modalités d'application de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso.

Le remboursement des prestations sera assuré par des loyers mensuels ou trimestriels versés par le budget de l'Etat sur une période comprise entre dix (10) ans au minimum et vingt (20) ans au maximum. Le montant de ces loyers sera arrêté lors des négociations avec le partenaire retenu.

Les offres rédigées en langue française, en trois (03) copies et un (01) original marquées comme telles ; devront parvenir à la Direction des marchés publics du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur 03 BP 7038 Ouagadougou 03 ; porte 224 ou 228, 2e étage ; Tél. (+226) 25 32 47 32 poste 387 au plus tard le **29 janvier 2018 à 9 Heures 00 TU**.

Elles devront être placées dans une enveloppe scellée avec la mention « Avis de pré qualification pour les travaux de construction et de l'équipement du siège du MAEC-BE. »

L'ouverture des plis se fera à la même heure dans le salon des Ambassadeurs,

-Les prestataires qui le souhaitent pourront y assister.

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements complémentaires ou consulter gratuitement le dossier de pré-qualification, tous les jours ouvrables de 7h00 à 12h30 et de 13h00 à 15h30 à la Direction des marchés publics du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur, porte 224 ou 228 ; 2e étage .

Le dossier complet de présélection peut être retiré à la même adresse sur présentation du reçu de paiement de deux cent cinquante mille (250 000) FCFA correspondant au prix non remboursable auprès du régisseur de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers, du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ; 01 BP 6444 Ouagadougou 01, Tél : 25 32 47 75/ 25 32 46 12.

Il est à noter que l'intérêt manifesté par un partenaire privé ou groupement de candidats n'implique aucune obligation de la part du Maître d'Ouvrage de l'inclure dans la liste restreinte.

Le candidat prendra à sa charge tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa candidature et l'Autorité publique porteuse du Projet ne sera en aucun cas responsable de ces dépenses ni tenue de les payer, de quelque façon que se déroule le processus de pré-qualification et quel qu'en soit le résultat.

L'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent avis de Pré- qualification.

**Le Directeur de Cabinet du Ministère des Affaires Etrangères,
de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur
Président de la Commission de Sélection**

Oumarou SORO

Pré-qualification pour le projet de conception et de construction de l'Ambassade du Burkina Faso à Dakar en mode Partenariat - Public – Privé

AVIS DE PRE-QUALIFICATION

n°2017-02/MAEC-BE/CAB 18 décembre 2017

Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur représentant l'Etat du Burkina Faso, invite les investisseurs privés à participer au processus d'appel d'offres relatif aux projets de conception et de construction de l'ambassade du Burkina Faso au Sénégal(Dakar) en mode Partenariat Public – Privé sous forme de Construire, détenir en propriété, exploiter et transférer, en anglais « Build, Own, Operate and Transfer» (BOOT).

Les missions essentielles qui seront assignées au partenaire privé retenu se résument à financer les études architecturales, d'ingénieries, le suivi-contrôle, la réalisation des travaux mais également le financement de l'équipement.

La participation à la pré-qualification est ouverte à égalité de conditions à tous les candidats nationaux et internationaux, (juridiquement) constitués conformément à la législation en vigueur dans leur pays d'établissement, qu'ils participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) desdits candidats pour autant qu'ils ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis des entités (l'Administration de son pays d'établissement, la Banque Ouest Africaine de Développement, le Groupe de la Banque Africaine de Développement et le Groupe de la Banque Mondiale) et qu'ils ne soient pas en état de redressement ou de liquidation judiciaire ou dont les dirigeants ne sont pas frappés de faillite personnelle ou de banqueroute.

Les candidats qui, au cours des cinq (05) années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnés par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable, du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat pour des activités similaires aux activités du projet ne peuvent participer à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) à la pré-qualification.

Un consortium peut être, soit un groupement permanent doté d'un statut juridique, soit un groupement informel créé aux fins de la présente. Tous les membres d'un consortium (c'est-à-dire le chef de file et tous les autres partenaires) sont conjointement et solidairement responsables devant l'Autorité publique porteuse du Projet.

La participation d'un candidat inéligible entraînera automatiquement l'exclusion de cette personne. Si celle-ci fait partie d'un consortium, ce dernier sera exclu dans son ensemble.

La procédure d'appel d'offre comporte une phase de pré qualification des candidats conformément aux dispositions de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso et ses textes d'application.

Les candidats postuleront pour le lot unique (conception et construction de l'ambassade du Burkina à Dakar); Qu'ils soient en groupement ou pas.

Les candidats intéressés doivent fournir des informations attestant ou prouvant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdits services. Il s'agit notamment :

- d'une lettre d'expression d'intérêt à l'adresse de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur;
- d'une présentation institutionnelle et expérience générale du prestataire en financement, construction et exploitation de bâtiments à plusieurs niveaux ;
- des références techniques et expériences pertinentes relatives à l'exécution de travaux de nature similaire, soutenues par des copies des pages de garde et de signature des contrats exécutés et les attestations de bonne fin d'exécution ;
- des états financiers des cinq (5) dernières années ;
- de la capacité financière à financer le projet ;
- de l'immatriculation du candidat au Registre du commerce ou tout document similaire provenant du lieu d'immatriculation du candidat (ou s'il

s'agit d'un groupement, de chacun de ses membres) ;

-de l'adresse complète : localisation, personne à contacter ; boîte postale ; téléphone ; fax ; Email.

Les soumissionnaires seront classés en fonction du nombre de références pertinentes produites et de leur capacité financière.

Les soumissionnaires ayant présenté les références techniques en rapport avec la présente mission seront retenus en vue de constituer la liste restreinte pour le dossier d'appel d'offres.

A l'issue de cet appel d'offres, les trois (03) meilleures soumissionnaires seront retenues sur la base des critères d'évaluation (conformité technique et coût) pour la phase des négociations (en accord avec la passation des contrats de partenariat public-privé) conformément aux dispositions du décret n°2014-024/PRES/PM/MEF du 03 février 2014 portant modalités d'application de la loi n°020-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du partenariat public-privé au Burkina Faso.

Le remboursement des prestations sera assuré par les loyers que va engendrer la mise en location (exploitation) du bâtiment pour une période comprise entre dix (10) ans au minimum et vingt (20) ans au maximum.

Les offres rédigées en langue française, en trois (03) copies et un (01) original marquées comme telles ; devront parvenir à la Direction des marchés publics du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur 03 BP 7038 Ouagadougou 03 porte 224 ou 228, 2e étage ; Tél. (+226) 25 32 47 32 poste 387 au plus tard le **29 janvier 2018 à 11 Heures 00 TU**.

Elles devront être placées dans une enveloppe scellée avec la mention « Avis de pré qualification pour la conception et la construction de l'ambassade du Burkina à Dakar. »

L'ouverture des plis se fera à la même heure dans le salon des Ambassadeurs ; les prestataires qui le souhaitent pourront y assister.

Les personnes intéressées peuvent obtenir des renseignements complémentaires ou consulter gratuitement le dossier de pré-qualification, tous les jours ouvrables de 7h00 à 12h30 et de 13h00 à 15h30 à la Direction des marchés publics du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur, porte 224 ou 228 ; 2e étage .

Le dossier complet de présélection peut être retiré à la même adresse sur présentation du reçu de paiement de deux cent cinquante mille (250 000) FCFA correspondant au prix non remboursable auprès du régisseur de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers, du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement ; 01 BP 6444 Ouagadougou 01, Tél : 25 32 47 75/ 25 32 46 12.

Il est à noter que l'intérêt manifesté par un partenaire privé ou groupement de candidats n'implique aucune obligation de la part du Maître d'Ouvrage de l'inclure dans la liste restreinte.

Le candidat prendra à sa charge tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa candidature et l'Autorité publique porteuse du Projet ne sera en aucun cas responsable de ces dépenses ni tenue de les payer, de quelque façon que se déroule le processus de pré-qualification et quel qu'en soit le résultat.

L'Administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent avis de Pré- qualification.

**Le Directeur de Cabinet du Ministère des Affaires Etrangères,
de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur
Président de la Commission de Sélection**

Oumarou SORO

Constitution d'une liste restreinte en vue du recrutement d'un Maître d'Ouvrage public Délégué (MOD) pour la matérialisation des espaces pastoraux, la délimitation des stations d'élevage, l'immatriculation des espaces pastoraux, la réalisation d'infrastructures d'élevage, la promotion des actions d'enrichissement et de régénération des parcours naturels, la réalisation et réhabilitation de points et plans d'eau et les travaux de réalisation de fermettes dans les zones pastorales

**Avis à manifestation d'intérêt
n°2017-030/MRAH/SG/DMP du 14 décembre 2017
Financement : Budget de l'Etat – gestion 2018**

Dans le cadre de l'exécution du budget de l'Etat-gestion 2018, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques souhaite déléguer la Maîtrise d'Ouvrage Public à des personnes morales de droit privé pour la matérialisation des espaces pastoraux, la délimitation des stations d'élevage, l'immatriculation des espaces pastoraux, la réalisation d'infrastructures d'élevage, la promotion des actions d'enrichissement et de régénération des parcours naturels, la réalisation et réhabilitation de points et plans d'eau et les travaux de réalisation de fermettes dans les zones pastorales au profit de la Direction Générale des Espaces et Aménagements Pastoraux (DGEAP) du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

A cet effet, le Directeur des Marchés Publics, Président de la Commission d'Attribution des Marchés (CAM) du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques lance le présent avis à manifestation d'intérêt pour la sélection de Maîtres d'Ouvrage public Délégués (MOD) en vue de constituer une liste restreinte pour la demande de propositions relative aux dits travaux.

FINANCEMENT

Le financement sera assuré par le budget de l'Etat, Gestion 2018.

PROFIL

Pour exercer la maîtrise d'ouvrage public déléguée, les candidats doivent disposer d'une certaine expérience en matière de pilotage et de gestion de projet à caractère pluridisciplinaire, technique, juridique et justifié à la fois des agréments techniques de catégorie TB2 et TH2.

MISSIONS DU CONSULTANT

Le Consultant retenu sera chargé des missions suivantes :

- la définition des conditions administratives et techniques de réalisation des ouvrages ou des études ;
- la gestion de l'opération au plan administratif, financier et comptable ;
- la préparation des dossiers d'appel à la concurrence, la sélection des prestataires, l'établissement, la signature et la gestion de leurs contrats ;
- l'approbation des avant-projets d'accord sur le projet d'exécution des travaux ;
- le paiement des prestataires ;
- la réception et l'accomplissement de tous les actes afférents aux attributions prévues ci-dessus ;
- Les actions éventuelles en justice ;
- la transmission des rapports trimestriels au maître d'ouvrage sur l'avancée des travaux ;
- faire réaliser les infrastructures sollicitées selon les normes de qualité en intégrant l'approche genre, le respect de l'environnement ;
- la mise à la disposition du maître d'ouvrage dans les délais prévus, les ouvrages réalisés.

PARTICIPATION

La participation à la concurrence est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes morales agréées pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et pour les candidats établis ou ayant leur base fixe dans l'espace UEMOA, être en règle vis-à-vis de l'Autorité contractante de leur pays d'établissement ou de base fixe.

Les Consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant leur aptitude à exécuter les prestations demandées. Les dossiers de manifestation d'intérêt seront présentés sous forme de document relié en un (01) original et quatre (04) copies marqués comme tels et comprenant les éléments suivants :

- 1.une lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques;
- 2.une note de présentation du Consultant faisant ressortir les éléments suivants : adresse complète, localisation, numéro de téléphone, adresse

e-mail, etc.

3.les moyens dont dispose le Consultant : (liste des moyens humains et moyens matériels) ;

4.les références pour les prestations similaires (aussi bien en travaux de bâtiment qu'en travaux hydraulique) exécutées ou en cours d'exécution par le candidat au cours des cinq (05) dernières années (2012, 2013, 2014, 2015 et 2016):

-pour les prestations similaires exécutées, joindre les copies des pages de garde et de signature de la convention ou du contrat ainsi que la copie de l'attestation de bonne fin d'exécution ;

-pour les prestations en cours d'exécution, joindre les copies des pages de garde et de signature de la convention ou du contrat ainsi que les éléments de justification du niveau d'exécution des travaux ;

5.toute information jugée nécessaire en rapport avec la mission.

NB : les prestations similaires qui seront considérées sont celles qui ont été conclues avec l'une des entités suivantes : l'Etat, les démembrements de l'Etat, les Collectivités territoriales, les Programmes ou Projets de développement financés par les partenaires techniques et financiers.

PROCEDURE DE PRESELECTION

La présélection portera essentiellement sur les domaines de compétence et les expériences similaires du Maître d'Ouvrage délégué.

A l'issue du présent avis de manifestation d'intérêt, une liste restreinte de six (06) Maîtres d'Ouvrage Délégués sera constituée. Seuls les Maîtres d'Ouvrage délégués retenus sur la liste restreinte seront invités à prendre part au dossier de demande de propositions.

DEPOT DU DOSSIER

Les dossiers de manifestation d'intérêt, rédigés en langue française seront déposés sous plis fermés au Secrétariat de la Direction des Marchés Publics du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, 03 BP 7026 Ouagadougou 03, Tél. : 25 31 74 76/62 61 21 84, au plus tard le **jeudi 04 janvier 2018 à 9 heures 00 minute.**

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de la Direction des Marchés Publics du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, 03 BP 7026 Ouagadougou 03; Tél. : 25 31 74 76/62 61 21 84, tous les jours ouvrables de 7 h 30 mn à 15 h 30 mn.

RESERVES

L'Administration se réserve le droit de ne donner suite à tout ou partie du présent avis de manifestation d'intérêt.

Le Directeur des Marchés Publics, Président de la CAM

René DONDASSE

Chevalier de l'Ordre National

Marchés Publics

APPELS D'OFFRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

* **Marchés de Fournitures et Services courants** **P. 12**

* **Marchés de Travaux** **P. 13**

DG-C.M.E.F.

Fournitures et Services courants

REGION DU CENTRE

Surveillance et gardiennage des marchés de la regie autonome de gestion des équipements marchands

**Avis d'appel d'offres ouvert accéléré
n°002/2018/CO/RAGEM/DAFB
Financement : Budget RAGEM, exercice 2018**

Dans le cadre de l'exécution du budget de la RAGEM gestion 2018, le Maire de la Commune de Ouagadougou, Président du comité de gestion, lance un appel d'offres pour la surveillance et le gardiennage des marchés de la RAGEM.

L'Appel d'Offres est constituée de huit (08) lots :

- lot 1 : surveillance et gardiennage du marché de Zabre Daaga - lot 2 surveillance et gardiennage du marché de Mankougougouet du marché de Paspanga ;
- lot 3 : surveillance du marché de Sankariaré;
- lot 4 : surveillance du marché de Baskuy;
- lot 5 : surveillance du marché de Woadgd-Naab-Yaar;
- lot 6 : surveillance du marché Rood Woko;
- lot 7 : surveillance du marché de Nabi Yaar;
- lot 8 : surveillance du marché de Paag la yir.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes agréés pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et pour les candidats établis ou ayant leur base fixe dans l'espace UEMOA, en règle vis-à-vis de l'Autorité Contractante de leur pays d'établissement ou de base fixe.

Le délai d'exécution est l'année budgétaire 2018.

Les soumissionnaires ont la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Les soumissionnaires éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le Dossier

d'Appel d'Offres dans les bureaux du secrétariat de la RAGEM sise au secteur 2 Koulouba, Rue Conseil Economique et Social, coté sud de l'immeuble des Nations Unies 01 BP 5373 Ouagadougou 01 Téléphone : 25 33 10 12.

Tout soumissionnaire éligible, intéressé par le présent avis, doit acheter le dossier d'appel d'offres, à l'endroit ci-dessus et moyennant paiement d'un montant non remboursable de trente mille (30.000) F CFA par lot auprès de la caissière de la RAGEM.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la personne responsable du marché ne peut être responsable de la non réception du dossier par le soumissionnaire.

Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200.000) F CFA par lot, devront parvenir au secrétariat de la RAGEM au plus tard le **09 janvier 2018 à 09 Heures 00 mn.**

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai de quatre vingt dix (90) jours, à compter de la date de remise des offres.

La visite de site est prévue le A 08 heures au siège de la RAGEM

L'Administration se réserve le droit de ne donner suite à tout ou à une partie du présent appel d'offres.

Armand Roland Pierre BEOUINDE
Officier de l'Ordre National

REGION DU SUD-OUEST

Réalisation d'ouvrages d'assainissement (latrines familiales semi-finies) dans la Région du Sud-Ouest au profit de la DREA SUO

Avis d'appel d'offres

n°2017/___/MATD/RSUO/GG/SG/CRAM du 15 décembre 2017

Financement : Budget de l'Etat, Gestion 2018

Le gouvernement du Burkina Faso a obtenu des bailleurs de fonds des ressources financières pour la mise en œuvre du Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excrétas (PN-AUE). Une partie de ces ressources est accordée à la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest (DREA SUO) au titre de l'année 2018 pour financer des activités d'Assainissement et d'intermédiation sociale en milieu rural.

A cet effet, le Secrétaire Général de la Région du Sud-Ouest, Président de la Commission Régionale d'Attribution des Marchés (CRAM) lance un appel d'offres pour la réalisation d'ouvrages d'assainissement (latrines familiales semi finies) dans la Région du Sud-Ouest au profit de la DREA SUO.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ayant un agrément de type Lp, R ou B2 ou groupements desdites personnes pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et en règle vis-à-vis de l'administration.

Les travaux se décomposent en trois (03) lots distincts :

-lot 1: Travaux de réalisation de 300 latrines familiales semi finies dans les communes de Dissin et Zambo dans la province du Ioba ;

-lot 2 : Travaux de réalisation de 300 latrines familiales semi finies dans les communes de Bondigui et Tiankoura dans la province de la Bougouriba

-lot 3 : Travaux de réalisation de 3 paquets technologiques pour CSPS et 3 blocs de latrines publiques dans les provinces de Poni, Nounbiel, Bougouriba et Ioba ;

Les soumissionnaires ont la possibilité de soumissionner pour un ou plusieurs lots, mais aucun soumissionnaire ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

Tout soumissionnaire à plusieurs lots devra présenter des offres distinctes et séparer par lot.

Le délai d'exécution est de cent (100) jours pour chacun des lots 1, 2 et 3 sans excéder l'année budgétaire 2018.

Les soumissionnaires éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres dans les bureaux de la DREA SUO, sise à l'hôtel administratif de Gaoua ; BP 05 Gaoua, Burkina Faso, Tél. : 70 03 81 29/78 64 08 78, Courriel : drea.suo@gmail.com, tous les jours ouvrables de 08 h00 mn à 14h00 mn

Tout soumissionnaire éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier d'appel d'offres à la DREA-SUO, moyennant le paiement d'un montant non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA pour chacun des trois(03) lots auprès de la Trésorerie Régionale du Sud-Ouest basée à Gaoua.

Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, et accompagnées d'une garantie de soumission comme suit : Lot 1 : Un million cent mille(1 100 000)F CFA ; Lot 2 : Un million cent mille(1 100 000)F CFA ; Lot 3 : Cinq cent cinquante mille(550 000) F CFA devront parvenir ou être remises au Secrétariat Général du Gouvernement de la Région du Sud-Ouest au plus tard le **24 janvier 2018 à 09 heures 00mn TU**.

L'ouverture des plis sera faite immédiatement le même jour dans la salle de réunion du Gouvernement de la Région du Sud-Ouest en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister. En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai minimum de cent vingt (120) jours, à compter de la date de remise des offres.

Le Président de la Commission Régionale des Marchés Publics

Salif OUATTARA

Officier de l'Ordre National

Médaillé d'Honneur des Collectivités Locales

REGION DU SUD-OUEST

Travaux d'extension de l'AEPS de Djigoué au profit de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest

Avis de Demande De Prix

n°2017-___/MATD/RSUO/GVT/SG/CRAM du 15 décembre 2017

Financement: Budget de l'Etat, gestion 2018

Le Secrétaire Général, Président de la Commission Régionale d'Attribution des Marchés (CRAM) de la Région du Sud-Ouest lance une Demande De Prix pour les travaux d'extension de l'AEPS de Djigoué au profit de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest.

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les personnes physiques ou morales ou groupements desdites personnes agréées de l'agrément U1 minimum pour autant qu'elles ne soient pas sous le coup d'interdiction ou de suspension et être en règle vis-à-vis de l'Administration.

Les travaux sont en lot unique : travaux d'extension de l'AEPS de Djigoué au profit de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest.

Le délai d'exécution ne devrait pas excéder : Soixante (60) jours.

Les soumissionnaires éligibles, intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et consulter gratuitement le dossier de demande de prix dans les bureaux du Service Administratif et Financier (SAF) de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest de 08 Heures à 14 Heures 00 mn sis à l'hôtel administratif de Gaoua.

Tout soumissionnaire éligible, intéressé par le présent avis, doit retirer un jeu complet du dossier de demande de prix dans les bureaux du Service Administratif et Financier de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement du Sud-Ouest, BP : 05 Gaoua, Tel : 70 03 81 29/78 64 08 78 et moyennant paiement d'un montant non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA auprès de la Trésorerie Régionale du sud-ouest/Gaoua.

Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux Instructions aux soumissionnaires, et accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de : Un million (1 000 000) FCFA devront parvenir ou être remises au secrétariat du Secrétaire Général du Gouvernement de Gaoua, Tel : 20 90 02 36, au plus tard le **04 janvier 2018 à 09 Heures 00 mn**.

L'ouverture des plis sera faite immédiatement en présence des soumissionnaires qui souhaitent y assister.

En cas d'envoi par la poste ou autre mode de courrier, la Personne responsable des marchés ne peut être responsable de la non réception de l'offre transmise par le soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour un délai minimum de soixante (60) jours, à compter de la date de remise des offres.

Le Président de la Commission d'attribution des marchés

Salif OUATTARA

Officier de l'Ordre National

Médaillé d'Honneur des Collectivités Locales

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU
DEVELOPPEMENT**

CABINET



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Ouagadougou, le

06 DEC 2017

N°2017-03065 /MINEFID/CAB

Objet : Anticipation sur le lancement des procédures de passation des marchés publics, exercice 2018

Réf : Lettre N°2017-2720/MINEFID/CAB du 26 octobre 2017 relative à l'élaboration des plans de passation des marchés et de plans de déblocage des fonds 2018

Le Ministre

A

Toute Autorité Contractante

-OUAGADOUGOU-

Par la lettre ci-dessus citée en référence, Madame le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement invitait les autorités contractantes à transmettre au plus tard le 08 novembre 2017 au président du comité chargé de l'examen des plans annuels de passation des marchés publics leurs avant-projets de PPM et PDF, exercice 2018 en vue de l'examen par ledit comité créé à cet effet pour la période du **15 au 24 novembre 2017** et ce, dans le cadre d'une meilleure exécution du budget de l'Etat.

Par la présente, je porte à votre connaissance que la date de lancement par **anticipation des dossiers de marchés publics**, exercice 2018 est fixée au **mardi 05 décembre 2017**.

Par conséquent, vous voudrez bien instruire vos Directeurs des Marchés Publics et/ou vos Personne Responsable des Marchés dans ce sens afin que **tous les dossiers prévus par anticipation dans les PPM**, exercice 2018 soient traités.

Au titre des Maîtrises d'Ouvrages publics Délégées (MOD), tous les dossiers doivent être lancés en anticipation.

Afin de permettre un suivi particulier des dossiers à lancer par anticipation, vous voudrez bien instruire vos DMP et/ou vos PRM à transmettre à la Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers la liste exhaustive de vos dossiers prévus pour être lancés par anticipation au plus le **12 décembre 2017**.

Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI
Officier de l'Ordre de l'Etat





SODIPRESSE

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE PRESSE
COMMERCE GENERAL



09 BP 11315 Ouagadougou 09 – Messagerie : sodipresse@yahoo.fr
Tél. / Fax: (226) 50 36 03 80 – Burkina Faso

Bulletin d'abonnement

Je soussigné :

Fonction :

Entreprise / Société :

Adresse / Téléphone :

Souscris pour () abonnement de () an à la revue des **Marchés Publics**

Types d'abonnement

- Abonnement sans livraison : 50 000 F CFA
- Abonnement avec livraison : 65 000 F CFA
- Abonnement de soutien : 75 000 F CFA
- Abonnement d'honneur : 100 000 F CFA

Mode de règlement : en Espèce ou par Chèque au nom de SODIPRESSE

Début d'abonnement :, Fin d'abonnement :

Fait à, le...../...../20.....

Le Souscripteur

*M'abonner à la revue des Marchés Publics,
c'est avoir une longueur d'avance sur mes concurrents.*

*"La Revue des Marchés Publics"
L'information au quotidien sur les Marchés Publics du Burkina*

MARCHÉS PUBLICS

- * Marchés de Fournitures et Services courants
- * Marchés de Prestations Intellectuelles
- * Marchés de Travaux



Sénégal



**Guinée
Bissau**



**Burkina
Faso**



Bénin



Niger



Togo



**Côte
d'Ivoire**